



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE

E/1993/52  
14 mai 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1993  
Genève, 28 juin-30 juillet 1993  
Point 14 de l'ordre du jour provisoire\*

COOPERATION REGIONALE

Résumé de l'étude sur la situation économique et  
sociale de l'Asie et du Pacifique en 1992

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrophes</u>	<u>Page</u>
I. EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE . . . . .	1 - 21	2
II. EXPANSION DES INVESTISSEMENTS ET DU COMMERCE INTRAREGIONAL POUR RENFORCER LA COOPERATION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES REGIONAUX EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE . . . . .	22 - 54	6
A. Liens régionaux en matière de commerce et d'investissements . . . . .	26 - 30	7
B. Analyse du couple commerce-investissement au niveau régional . . . . .	31 - 35	9
C. Obstacles au commerce intrarégional et à l'expansion des investissements . . . . .	36 - 43	10
D. Options pratiques envisageables pour renforcer la coopération et le développement dans la région . . . . .	44 - 54	13

\* E/1993/100.

## I. EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

1. L'économie mondiale a stagné en 1992 et son avenir est incertain. La récession qui, pour la première fois en 1990, avait touché un certain nombre de pays industrialisés s'est poursuivie. La croissance moyenne de la production dans les pays industrialisés, qui n'a atteint encore que 1,5 % en 1992, s'est améliorée par rapport au taux de 0,7 % enregistré en 1991. Cette année-là, la production mondiale combinée avait diminué de 0,6 %, ce qui était sa première contraction de l'après-guerre.

2. Le taux estimé de croissance économique mondiale de 0,4 % en 1992 est donc le résultat du bilan médiocre des pays industrialisés et de la chute persistante de la production en Europe orientale et dans les Etats successeurs de l'ex-Union soviétique. L'économie mondiale devrait mieux se porter en 1993 puisqu'on prévoit un taux de croissance de 2 %. Les dernières prévisions sont cependant moins optimistes que les estimations antérieures, la reprise économique paraissant faible dans les pays industrialisés, celle des pays en transition moins rapide, et la paix et la stabilité internationales moins certaines, vu les nombreux conflits de toute sorte qui persistent un peu partout, alors que la fin de la guerre froide avait fait espérer l'avènement d'un monde plus pacifique.

3. La croissance et l'expansion soutenues de l'économie mondiale entre 1983 et 1989 ont permis à de nombreux pays de la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) de saisir les nouvelles possibilités qui s'offraient à eux dans le domaine du commerce et des investissements. Au cours des années 80, le rythme moyen de la croissance économique dans la région de la CESAP a été plus rapide que partout ailleurs dans le monde. De même, durant la récession actuelle, la région a réussi à maintenir un taux de croissance élevé en s'appuyant sur l'essor persistant des marchés intérieurs, du commerce intrarégional et des investissements, ainsi que sur des politiques visant à assurer une croissance stable.

4. Le maintien de taux de croissance stables et élevés et l'accélération de cette croissance là où elle était plus lente demeurent les problèmes économiques fondamentaux qui se posent à la région de la CESAP. Si certains pays de la région ont su préserver des taux élevés de croissance, nombreux sont ceux qui n'ont pas eu autant de succès : leurs structures économiques sont encore archaïques et restent caractérisées par la prédominance d'activités à faible productivité dans le domaine de l'agriculture et des services, par des progrès très limités dans le secteur du développement industriel moderne et par des infrastructures et des services d'éducation et de santé de mauvaise qualité, la conséquence en étant l'étendue de la pauvreté. Ces pays abritent une part disproportionnée des quelque 830 millions de pauvres que compte la région. L'élimination ou l'atténuation de la pauvreté absolue constitue par conséquent un grave motif de préoccupation dans la région car, si cette pauvreté perdure, elle pourrait déclencher des forces déstabilisatrices qui seraient autant d'obstacles sur la voie du progrès.

5. La région de la CESAP partage le souci de l'environnement qui anime le monde entier. Elle se heurte à trois types de problèmes critiques en matière d'environnement : a) la dégradation des terres et la destruction de ressources naturelles; b) un environnement insoutenable à terme dans les villages et établissements humains, les raisons étant la qualité insuffisante ou inadéquate

des logements, l'absence de ressources en eau et un mauvais assainissement;  
c) la pollution, notamment celle de l'air et des eaux.

6. Les causes de la dégradation de l'environnement dans la région peuvent être attribuées tant au sous-développement qu'au développement. D'une façon générale, les principales raisons avancées sont la forte population, qui a doublé au cours des 30 dernières années et pourrait doubler à nouveau durant les quatre prochaines décennies si le taux actuel de croissance persiste, les pressions qu'exerce cette population sur les ressources, notamment celles liées à l'alimentation et l'agriculture, et enfin, des schémas inefficaces de croissance urbaine et industrielle.

7. Chaque gouvernement aura besoin d'un appui financier et technique international pour faire face à ses problèmes écologiques, les pays en développement ne disposant que de ressources financières et techniques limitées.

8. Malgré ces problèmes persistants de développement, et malgré la récession mondiale, les économies en développement de la région de la CESAP ont continué à bien résister et ont enregistré un taux de croissance de 6,1 % en 1991. Il est estimé que le taux moyen de croissance du produit intérieur brut (PIB) des pays en développement de la région s'accroîtra pour atteindre 6,9 % en 1992. Cette tendance devrait se poursuivre en 1993 avec un taux escompté de 7 %. Les principaux facteurs qui ont contribué à la bonne tenue économique de la région ont été la solidité croissante de la demande intérieure, le maintien de l'efficacité de la compétitivité des exportations dont les marchés sont de plus en plus diversifiés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région, ainsi que les effets cumulatifs des réformes économiques intérieures qui visaient à maintenir ou à restaurer la balance macro-économique et à encourager le commerce et les investissements.

9. Néanmoins, la diversité des économies en développement de la région de la CESAP peut se mesurer aux résultats variés enregistrés au cours de ces dernières années. La croissance est restée forte dans un certain nombre d'économies d'Asie de l'Est et du Sud-Est en 1991-1992. Les pays d'Asie du Sud, caractérisés par une forte population et un niveau de développement relativement faible, ont récemment lancé des programmes de réformes à grande échelle dans le but d'accroître le rythme de leur croissance économique et leur développement. En raison des contraintes qui pèsent sur leurs ressources locales et des facteurs externes qui régissent leurs possibilités d'échanges commerciaux et de financement des investissements, la majorité de ces pays n'ont guère pu obtenir les résultats escomptés. Dans le cas de l'Inde, par exemple, la situation a eu tendance à se détériorer dans le court terme en raison de l'amplification du processus de réforme et d'ajustement.

10. Les six républiques asiatiques de l'ex-Union soviétique<sup>1</sup> se sont heurtées à de graves problèmes liés à leur passage d'un régime - depuis longtemps en place - de planification centralisée à un système orienté vers l'économie de marché; elles ont notamment enregistré une chute de la production, une inflation excessive et une hausse progressive du chômage, problèmes qu'il faudra maîtriser et contenir pour leur permettre de s'engager sur la voie d'une croissance et d'un développement stables.

11. Les petits pays insulaires du Pacifique, caractérisés par leur taille réduite, leur manque de ressources et d'infrastructures et l'affaiblissement récent de l'appui international en faveur de leur croissance, de leur développement et de leur bien-être, semblent aux prises à un renforcement plutôt qu'à un allègement des obstacles qui entravent généralement leur croissance et leur développement. Quelques-uns des pays les moins avancés de la région ont fait des efforts déterminés pour améliorer leur situation, mais les résultats enregistrés dans la plupart des cas sont restés insignifiants, à l'exception des Maldives où l'on a enregistré des taux de croissance économique de plus de 10 % au cours de ces dernières années.

12. Le commerce international des économies en développement de la région de la CESAP a prospéré en 1991-1992 malgré la récession et le ralentissement du commerce et de l'activité économique constatés à l'échelle mondiale. Dans de nombreux cas, l'excellente santé du secteur commercial a été due à l'amélioration de l'efficacité de la production, à la faiblesse des taux d'inflation au niveau national et des augmentations de salaires permettant à la productivité de croître plus rapidement que les salaires réels, à la diversification des marchés et à l'expansion et à la consolidation des réformes liées aux politiques commerciales et d'investissement.

13. Comme on l'a dit plus haut, un grand nombre d'économies de la région de la CESAP demeurent faibles et fragiles après des décennies d'efforts de développement, ce qui contraste nettement avec l'idée générale d'une région considérée comme étant dans le monde la plus dynamique et la plus vigoureuse économiquement. Elles n'ont pas profité du dynamisme d'autres économies ayant mieux réussi et n'ont pas consolidé leur assise de façon à pouvoir absorber les chocs exogènes qui les secouent fréquemment : leurs problèmes portent donc à la fois sur le court terme et le long terme. Les facteurs agissant à court terme et ceux affectant le long terme se conjuguent et se renforcent mutuellement, maintenant ces pays dans un état d'anémie économique et de sous-développement perpétuels.

14. La nature des problèmes qui se posent aux pays désavantagés de la région varie quant à leur type et leur intensité. Treize pays de la région figurent actuellement parmi les pays les moins avancés. Ceux-ci sont par définition les plus faibles sur le plan structurel et les plus handicapés dans leur capacité à fonctionner. Quatre d'entre eux (Afghanistan, Bhoutan, Népal et République démocratique populaire lao) ont l'inconvénient supplémentaire de ne pas avoir de littoral. L'Afghanistan et le Cambodge sont les deux pays le plus durement touchés, tant économiquement que politiquement. Six des pays les moins avancés, y compris les Maldives, sont de petites îles éparpillées sur de vastes étendues : leur dimension réduite, leur éloignement et leur vulnérabilité à l'influence des marchés internationaux accentuent les faiblesses qu'ils partagent avec les autres pays les moins avancés. Ces difficultés sont également celles que connaissent les autres économies insulaires du Pacifique.

15. Les six républiques asiatiques de l'ex-Union soviétique, qui cherchent à apporter des changements à leur système économique et à exposer aux forces du marché leur économie planifiée et pratiquement fermée, se heurtent à des difficultés qui ont atteint récemment un niveau des plus graves. En matière d'ajustement, leur tâche n'est pas facilitée par la rupture des liens limités

qu'elles entretenaient traditionnellement sur le plan international et par la nécessité de rétablir ces liens sur une base entièrement nouvelle.

16. Parmi les problèmes de développement social qui se posent dans la région de la CESAP, celui de la santé de la population est l'un des plus importants. La santé est un élément capital du développement et de la productivité économique de l'individu, de la communauté, de la nation et en fin de compte de l'humanité. En revanche, de mauvaises conditions de santé compromettent autant le développement de l'individu que celui de la société : en affectant les capacités de mener une vie productive, elles perpétuent la pauvreté et sapent la dignité humaine.

17. La baisse des taux de mortalité maternelle, infantile et postinfantile ainsi que l'allongement de l'espérance de vie prouvent que la région de la CESAP avance vers la réalisation de l'objectif de la santé pour tous. L'un des résultats les plus importants de la stratégie de la santé pour tous est sans aucun doute d'avoir été adoptée universellement. Aux yeux de tous, en effet, cette stratégie concourt à la recherche de la justice sociale et de l'équité. La santé a été reconnue comme un droit fondamental de l'homme dans l'acte constitutif de l'Organisation mondiale de la santé, dans les résolutions de l'Assemblée mondiale de la santé ainsi que dans diverses proclamations internationales et occupe une place prioritaire dans de nombreux plans de développement nationaux.

18. Il reste cependant beaucoup à faire pour que tous les groupes de population bénéficient des services de santé. Les succès remportés dans le domaine des soins de santé primaires ont permis d'améliorer la situation d'un nombre plus grand - mais encore insuffisant - de personnes. A mesure que la santé progresse et que la durée de vie s'allonge, les besoins sanitaires changent et les soins nécessitent souvent des technologies plus modernes et des ressources plus importantes. Les gouvernements ont de plus en plus de mal à s'adapter à ces changements et besoins supplémentaires, notamment à cause des exigences de l'ajustement structurel et des priorités contradictoires qui en résultent.

19. Outre les questions de répartition des ressources, le problème capital de la croissance démographique dans le contexte du développement économique et de la santé pour tous requiert une plus grande attention encore. Il est certain que la croissance démographique réduit l'accès à l'eau potable et à l'hygiène et contribue ainsi à déterminer la mortalité infantile et l'espérance de vie à la naissance. Elle exerce également des pressions excessives sur les terres agricoles, provoquant l'exode rural avec les conséquences négatives qui s'ensuivent pour la santé. Les grossesses fréquentes et la rapide succession des naissances affaiblissent les femmes et les rendent incapables de s'occuper de leur famille toujours plus nombreuse. Les ressources en eau à usage domestique, agricole et industriel diminuent un peu partout et ne peuvent satisfaire la demande de populations de plus en plus denses. Bref, les conséquences nuisibles de la croissance démographique sont en grande partie responsables de nombreux problèmes concernant la santé et le bien-être individuels.

20. La plupart des pays de la région de la CESAP ont reconnu l'importance de cette interaction et ont pris des mesures pour ralentir la croissance démographique en encourageant la planification familiale et les programmes de

santé intégrés. Mais il reste encore beaucoup à faire et les efforts d'intégration laissent souvent à désirer. Ainsi, la mise en oeuvre de programmes verticaux séparés pour le sida et la planification familiale, comme c'est le cas dans de nombreux pays, revient à faire abstraction de l'inséparabilité des problèmes et à gaspiller de maigres ressources. Dans d'autres cas, en l'absence d'une approche suffisamment intégrée, la priorité exclusive accordée à la planification familiale pénalise d'autres secteurs qui ont une influence non négligeable sur les causes de la fécondité et, en fin de compte, sur la santé et la croissance démographique.

21. Les résultats qu'il est possible d'obtenir sur le plan sanitaire dans la région dépendent, dans une mesure critique, des ressources disponibles. Des moyens supplémentaires considérables seront nécessaires pour maintenir un statu quo acceptable et il en faudra encore davantage pour améliorer ultérieurement la santé et le bien-être des individus. Même si tous les pays sont déterminés à atteindre l'objectif de la santé et de l'aide sociale universelles, celui-ci demeurera, faute de ressources suffisantes, hors de portée.

## II. EXPANSION DES INVESTISSEMENTS ET DU COMMERCE INTRAREGIONAL POUR RENFORCER LA COOPERATION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES REGIONAUX EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE

22. On examine ici l'évolution récente du commerce et des investissements en Asie et dans le Pacifique et on évalue la contribution du couple commerce-investissement à un processus de restructuration industrielle débouchant dans certaines parties de la région sur le cercle vertueux du développement extraverti. Dans ce contexte sont étudiés les facteurs ayant entravé son extension à certains pays en développement de la région de la CESAP, en vue d'en tirer des enseignements quant à l'orientation que pourraient prendre les actions de coopération économique à l'échelle régionale.

23. L'économie mondiale se caractérise par une intégration et une coopération toujours plus poussées côtoyant isolationnisme et conflits. Si la majorité des initiatives d'intégration en cours ont été motivées par le désir de réduire les obstacles au commerce et de désamorcer les tensions commerciales - chose apparemment plus facile à réaliser à l'échelon régional que mondial -, deux autres facteurs ont joué un rôle important dans ce processus. D'une part l'abandon accéléré des stratégies de substitution des importations observé au cours des années 80, d'autre part le démantèlement du système d'économie dirigée qui caractérisait jusque-là la majorité des pays à économie planifiée.

24. La montée de la coopération régionale et sous-régionale en Asie et dans le Pacifique ne constitue nullement une parade défensive face aux efforts d'intégration régionale à l'oeuvre ailleurs dans le monde, même si cela peut parfois en donner l'impression. Il s'agit plutôt d'un aspect du processus actuel de restructuration de l'ordre économique mondial hérité de l'après-guerre. On peut faire valoir toutefois que les pays de la région de l'Asie et du Pacifique, développés comme en développement, n'ont pas su pleinement tirer parti de la coopération économique régionale dans leur ambition d'accéder à une croissance fondée sur une meilleure répartition des bénéfices qu'en retirerait toute la région.

25. On estime en outre que la région de l'Asie et du Pacifique, forte de ses bons résultats dans le domaine de la croissance, est à même de s'isoler tant des influences déstabilisatrices de la récession que des tendances à l'oeuvre ailleurs dans le monde. Si l'objectif immédiat de la coopération régionale est de protéger ses propres intérêts, il est pourtant indéniable qu'une prospérité durable, tant à l'échelle régionale que globale, passe par le multilatéralisme et l'ouverture économique. Par conséquent, créer, dans la région de l'Asie et du Pacifique comme ailleurs, des pôles de croissance durable susceptibles de tirer conjointement l'économie mondiale de la récession actuelle constitue une nécessité. La coordination des activités économiques entre des unités décentralisées relevant des divers pôles de croissance, dans le but de renforcer leur contribution à l'expansion, pourrait alors se révéler le mécanisme le mieux à même de relancer durablement l'économie mondiale. Dans cette perspective, la coopération économique régionale constitue la première phase d'une action en deux temps propre à déboucher sur une prospérité mondiale.

A. Liens régionaux en matière de commerce et d'investissements

26. La compétitivité persistante de plusieurs pays en développement de la région, qui combinent un niveau élevé de croissance économique et des résultats commerciaux assez satisfaisants, a entraîné une augmentation de la part des pays en développement de la CESAP dans le commerce mondial, un peu moins de 9 % en 1980 contre près de 15,5 % en 1991. Si ce dynamisme est en partie attribuable au renforcement des liens en matière de commerce et d'investissements dans la région, il tient surtout à des structures de production généralement flexibles et à la capacité d'adaptation décisionnelle caractérisant ces pays qui leur ont permis de mettre en oeuvre avec succès une stratégie de développement basée sur les exportations. Ainsi, sur la période de 16 ans allant de 1975 à 1991, le taux annuel de croissance des exportations à partir de la région de la CESAP a été de 12,1 %, contre 8,7 % pour l'ensemble du monde, si bien que c'est au sein même de la région de la CESAP que les échanges sont les plus dynamiques, puisque la part des exportations intrarégionales dans le total des exportations de la région est passée de 33,3 % en 1975 à 45,3 % en 1991. Toutefois, l'évolution du volume global de ce commerce intrarégional peut, dans une certaine mesure, donner une idée fausse du degré effectif d'interdépendance dans la région, vu que les résultats varient sensiblement selon les groupes de pays et les pays.

27. On a néanmoins assisté à un amoindrissement de l'influence auparavant prépondérante des pays développés de la région de l'Asie et du Pacifique sur la croissance et le commerce des pays en développement de la région, car ce sont essentiellement les nouvelles économies industrielles, les quatre de l'ANASE (principalement la Malaisie et la Thaïlande) et la Chine qui ont vu les déséquilibres régionaux se résorber en leur faveur. Le dynamisme de la région et son accession au statut de pôle de croissance au sein du système mondial reposent donc sur la vigueur de deux sous-régions - nouvelles économies industrielles et les quatre de l'ANASE - et des deux grandes puissances économiques que sont le Japon et la Chine. Dans ce contexte, les liens unissant le Japon aux nouvelles économies industrielles d'une part, et ces dernières aux quatre de l'ANASE de l'autre, s'inscrivent dans la logique de croissance dite du "vol d'oiseaux sauvages". En ce qui concerne les économies qui n'ont pas encore bénéficié de ce cercle vertueux (Asie du Sud, pays insulaires du Pacifique, pays les moins avancés et économies en transition), des interventions réfléchies et

des efforts de coopération à l'échelle régionale s'imposent pour stimuler leur croissance.

28. Il est intéressant de voir dans quelle mesure les liens qu'a créés le commerce ont été renforcés par les courants d'investissement à l'intérieur de la région. Bien que l'on ait observé un ralentissement général des courants d'investissements étrangers directs en direction des économies en développement - leur part moyenne est tombée de 25 % durant la période 1980-1985 à 17 % entre 1986 et 1990 -, le volume de ces investissements a doublé entre la première et la seconde moitié des années 80. Il est intéressant de constater que ce sont les pays en développement de l'Asie et du Pacifique qui en ont été les principaux bénéficiaires et que, depuis 1986, cette région accueille la majeure partie des capitaux investis dans le monde en développement; en l'occurrence, 90 % de ces investissements sont allés à neuf pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est - les quatre nouvelles économies industrielles (NEI), les quatre de l'ANASE et la Chine. Le Japon est le plus gros investisseur dans la région de l'Asie et du Pacifique même si, dans certaines économies en développement, la présence des Etats-Unis ou celle de la Communauté européenne est plus visible. Au cours des 10 dernières années, les courants d'investissements étrangers directs en provenance des NEI ont considérablement augmenté au point que ces économies sont devenues avec la Chine des investisseurs étrangers de premier plan.

29. On peut tirer quatre grandes conclusions de cet examen de l'évolution de l'investissement étranger direct. Premièrement, en matière d'investissement comme dans le cas du commerce, les courants intrarégionaux ont tendance à se substituer aux courants en provenance et à destination du reste du monde, bien que cela soit moins vrai dans le cas du Japon, le principal investisseur de la région de l'Asie et du Pacifique, qui est en train de renforcer ses positions aussi bien aux Etats-Unis que dans la Communauté européenne. Deuxièmement, les principaux bénéficiaires des investissements étrangers provenant de l'intérieur et de l'extérieur de la région au cours des années 80 ont été les NEI et les plus performants des quatre de l'ANASE, ce qui montre que les économies ayant une position solide sur les marchés mondiaux et offrant un environnement propice aux investisseurs étrangers à la recherche de nouveaux sites de production à vocation mondiale sont les mieux placées pour attirer les investisseurs étrangers. Troisièmement, à mesure que les investissements étrangers affluent, les économies deviennent à leur tour des sources importantes de capitaux qu'elles sont toutes disposées à placer dans les autres économies en développement de la région offrant un environnement encore plus propice aux investissements étrangers. Enfin, il semble que dans la région le commerce et l'investissement forment un couple, qui est le moteur d'une croissance induite par les exportations du type "vol d'oies sauvages".

30. Le regain d'intérêt récent dont bénéficie la mise au point, par le biais de la coopération, de modalités propres à favoriser l'expansion du commerce intrarégional est également une réponse aux besoins de développement de la région; il atteste en particulier les difficultés que connaissent les économies en développement de la région s'agissant de mobiliser des ressources pour leur développement et d'accroître leurs exportations de produits traditionnels et nouveaux vers leurs principaux marchés. Les pays en développement de la CESAP ont donc préconisé la recherche en commun de moyens de définir leurs intérêts en matière de sécurité économique afin de mettre les petites économies de la région



à l'abri des pressions extérieures et de compléter utilement les garanties en place pour le multilatéralisme. S'agissant du commerce et de l'investissement étranger, la CESAP a encouragé de grandes initiatives en matière de coopération pour aider les pays en développement de la région; toutefois, la plupart de ces mesures n'ont pas mobilisé l'ensemble de la région et leurs effets ont donc été limités.

#### B. Analyse du couple commerce-investissement au niveau régional

31. Bien que les investissements étrangers dans la région aient été essentiellement associés aux activités de production nationales, il ne manque pas de données attestant que les sociétés transnationales étrangères jouent un rôle important dans les exportations en provenance des économies en développement dynamiques de l'Asie et du Pacifique. Les informations dont on dispose pour un nombre limité d'économies montrent par exemple qu'en République de Corée, la part des sociétés étrangères dans les exportations est passée de 35 % à la fin des années 70 à près de 50 % vers 1985, les sociétés japonaises occupant une place de choix. A Singapour, cette part dépassait 70 % dans les exportations de produits manufacturiers, où l'emportaient les sociétés des Etats-Unis. Dans la Province chinoise de Taiwan, la part des exportations produites par des sociétés affiliées étrangères - surtout du Japon - se situait à plus de 50 %.

32. Ce n'est pas seulement les pays d'accueil qui voient leurs exportations augmenter : il en va souvent de même pour les pays investisseurs étant donné que les importations des sociétés multinationales sont considérables dans les pays d'accueil. De fait, les exportations intra-entreprises (des sociétés mères vers les sociétés affiliées) représentent environ 30 % des exportations totales et des exportations de produits manufacturés des sociétés mères des Etats-Unis, le même chiffre étant enregistré par les exportations totales des sociétés contrôlées par les Japonais. Le rapport exportations-ventes dans les quatre de l'ANASE montre également que les sociétés multinationales étrangères exportent souvent une plus grande partie de leur production que ne le font les entreprises nationales. A Singapour, ce rapport était deux fois plus élevé pour les sociétés affiliées étrangères que pour les firmes nationales, et cela jusque dans les années 80 où l'écart s'est légèrement réduit. En Thaïlande également, les sociétés affiliées étrangères enregistrent dans la plupart des cas un rapport plus élevé que celui des entreprises nationales, bien que la différence soit beaucoup plus faible. Il en va de même pour la République de Corée et la Province chinoise de Taiwan, où le rapport exportations-ventes des sociétés affiliées étrangères est important. Cette situation montre bien que l'un des plus grands avantages dont jouissent les multinationales réside dans leur facilité d'accès à un vaste réseau international de commercialisation, intégré aux sociétés transnationales elles-mêmes ou établi par d'autres sociétés de commerce.

33. On court toutefois plusieurs risques en décidant d'exploiter le couple commerce-investissement. Premièrement, le fait d'avoir à dépendre au départ des investissements étrangers pour s'implanter dans les marchés mondiaux ne favorise pas obligatoirement la création de capacités d'exportation locales. Deuxièmement, cette dépendance peut se révéler dangereuse si les investisseurs étrangers, en quête de localisations peu coûteuses, installent leurs moyens de production dans des sites concurrents devenus plus avantageux, étant donné que

cette réimplantation peut entraîner de nouvelles sorties de capitaux. Troisièmement, en raison d'une dépendance excessive à l'égard du commerce intra-entreprises, les recettes en devises nettes provenant du couple investissement-commerce risquent effectivement d'être faibles, voire négatives devant l'accélération du rapatriement des bénéfices. Quatrièmement, la concurrence à laquelle se livrent les pays afin d'attirer les investisseurs étrangers peut aboutir à réduire au minimum les liens avec l'économie nationale. Enfin, si les pays libéralisent leur régime en matière de commerce et d'investissements sans toutefois parvenir - pour d'autres raisons - à tirer parti du couple commerce-investissement, cette libéralisation peut se révéler déstabilisatrice.

34. Dans le cas de la restructuration industrielle, les investissements étrangers jouent un rôle capital, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, les conditions oligopolistiques du marché international aboutissent à un volume élevé de sous-traitance ou d'échanges intra-entreprises qui entrave les firmes indépendantes arrivant sur le marché. Deuxièmement, l'entrée dans certains marchés exige que l'accès soit assuré non seulement aux réseaux de commercialisation, mais aussi aux innovations de pointe qui sont contrôlées par les chefs de file technologiques, notamment au moyen des brevets. Troisièmement, les investissements étrangers directs contribuent à financer en partie le déficit de la balance des paiements étant donné que le processus de restructuration - en particulier lorsqu'il est modelé par la libéralisation des échanges - aboutit souvent à élargir le déficit des opérations courantes. En outre, les créanciers sont davantage enclins à s'engager dans un pays si celui-ci est choisi par les investisseurs étrangers pour implanter une production orientée vers le marché mondial. Enfin, en cas de besoin, les investissements étrangers directs entraînent dans leur sillage les compétences de gestion et les ressources de base nécessaires pour créer en milieu national les capacités voulues à cet effet.

35. Pour ce qui est de la structure sectorielle des investissements étrangers, on peut dire que la branche manufacturière a vu s'accroître les apports d'investissements étrangers directs, et ce dans presque tous les pays en développement de la région. Toutefois, même lorsque les apports d'investissements étrangers directs ont été importants, ils n'ont pas vraiment dirigé le processus de restructuration industrielle. Ils ont plutôt constitué un facteur - essentiel - de catalyse qui a facilité la restructuration que les politiques nationales cherchaient à encourager. On constate également que, si tous les pays en développement de l'Asie et du Pacifique ont en général adopté (ou du moins affirmé avoir adopté), à un moment donné, des stratégies de croissance orientées vers l'extérieur, en fait chaque pays a modelé ces stratégies de façon qu'elles correspondent à ses besoins et ressources spécifiques.

#### C. Obstacles au commerce intrarégional et à l'expansion des investissements

36. Etant donné l'inégale distribution des flux d'investissement étranger direct dans la région, il faut expliquer pourquoi l'expansion du couple commerce-investissement n'a pas été plus large et recenser les facteurs susceptibles d'expliquer les cas où cette interaction n'a pas été exploitée. Pour l'essentiel, les obstacles à l'efficacité du couple commerce-investissement

peuvent être qualifiés, du point de vue de l'applicabilité des politiques correctives, d'endogènes ou d'exogènes au régime économique et à la situation du pays hôte. Les obstacles endogènes proviennent pour la plupart de trois sources - l'environnement macro-économique, la réglementation applicable à l'investissement étranger et l'insuffisance des infrastructures - qui relèvent de la politique intérieure. Quant aux obstacles exogènes, il s'agit surtout des obstacles non tarifaires et des normes auxquelles les pays importateurs exigent que les produits satisfassent.

37. On admet généralement que la nature de l'environnement macro-économique dans le cadre duquel les filiales de groupes étrangers doivent opérer est au centre des approches auxquelles recourent les pays hôtes pour attirer durablement l'investissement étranger direct. Le fait est qu'après avoir pris conscience qu'ils bénéficiaient d'un avantage comparatif bien réel, les pays en développement de la région de l'Asie et du Pacifique les plus dynamiques et ayant obtenu les meilleurs résultats ont cessé de promouvoir l'industrialisation par la substitution des importations pour favoriser davantage la création d'industries tournées vers l'exportation, ce qui a par contre-coup stimulé l'intégration de leur économie dans la nouvelle division transfrontière du travail qui apparaît dans toute la région. Ainsi, l'orientation commerciale est naturellement faible dans les économies favorisant la substitution des importations dans la mesure où les exportations sont directement ou indirectement pénalisées. Au contraire, les économies ouvertes ont eu tendance, ceteris paribus, à attirer l'investissement étranger direct à vocation commerciale, de telle manière que la juxtaposition de politiques industrielles, commerciales et relatives aux investissements appropriées d'une part et d'une politique économique générale cohérente et efficace de l'autre explique en grande partie le succès du couple commerce-investissement.

38. La réglementation des investissements est un autre élément nuisible au fonctionnement du couple commerce-investissement, les investisseurs étrangers devant faire le tri entre toute une gamme de règlements et de mesures d'incitation pour décider s'il convient ou non d'installer des unités de production dans un pays donné. En plus d'être une source de capital-risque, l'investissement étranger direct peut jouer un rôle important dans le développement en opérant un transfert de technologies et de pratiques commerciales nouvelles, en stimulant l'innovation et l'investissement dans le pays d'accueil de par ses liens avec des entreprises locales et en garantissant l'accès aux marchés internationaux de biens et de capitaux. Dans ce contexte, la mise en place d'un système d'incitations ne causant pas de distorsion (y compris des politiques fiscales transparentes) et une réforme de la législation et de la réglementation devraient contribuer sensiblement à susciter une accélération de l'investissement étranger direct.

39. Si l'existence d'une infrastructure adéquate semble indispensable pour promouvoir l'investissement étranger, les sociétés étrangères ayant investi dans la région ont peu fait pour bâtir les infrastructures nécessaires à leurs propres opérations. Néanmoins, dans certains pays en développement de la région, notamment l'Inde, l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande, les ports, les télécommunications et les transports internes ont été assez lourdement mis à contribution. La croissance rapide des échanges dans la région a donc rendu nécessaire une amélioration et une expansion des transports et des communications tant au niveau interrégional qu'au sein de la région elle-même,

en dépit de gains de productivité sensibles découlant de la modernisation des services infrastructurels. Les transports aériens sont aussi essentiels au développement du tourisme et des échanges, en particulier pour les exportations non traditionnelles et les produits périssables, et ils sont d'une importance particulière pour les pays insulaires et les pays sans littoral.

40. Un autre facteur déterminant l'intensité du couple commerce-investissement est la robustesse de l'infrastructure humaine dans le pays hôte. Comme l'investissement étranger direct est lourdement tributaire de l'existence d'une main-d'oeuvre qualifiée et de la capacité d'adapter la technologie, l'action du gouvernement en faveur de l'éducation, de la recherche et du développement et les autres mesures de promotion du développement technologique ont toutes les chances de stimuler sensiblement l'investissement étranger. Il est crucial d'investir dans le capital humain pour améliorer l'efficacité du secteur économique national et la capacité des sociétés nationales d'absorber les compétences technologiques et gestionnelles étrangères. Les pays qui investissent davantage dans le capital humain tireront donc plus de profit de l'investissement étranger direct et attireront cet investissement dans des industries à forte intensité de capital humain.

41. Les obstacles non tarifaires dans la région Asie-Pacifique font apparaître des caractéristiques intéressantes. Premièrement, comme dans le reste du monde, ces obstacles visent de manière disproportionnée des secteurs qui sont pour les pays en développement des secteurs d'exportation; c'est pourquoi le démantèlement des obstacles non tarifaires dans la région Asie-Pacifique serait à l'évidence bénéfique pour les économies en développement. Deuxièmement, les pays de la région sont confrontés dans d'autres pays de la région à des obstacles non tarifaires plus spécifiques et plus élevés que les exportateurs extérieurs à la région; les échanges entre pays en développement de la région sont donc affectés par l'existence d'obstacles non tarifaires dans les pays en développement eux-mêmes, même si la situation est quelque peu atténuée par le fait qu'au Japon les obstacles non tarifaires frappant les importations des pays de la région de l'Asie et du Pacifique sont moins importants que ceux qui frappent les importations d'autres régions. Troisièmement, les économies développées de la région (Australie, Japon et Nouvelle-Zélande) sont généralement moins protectionnistes que leurs homologues européenne et américaine, ce pourquoi elles ont continuellement restructuré leurs industries en fonction de leur avantage comparatif dynamique. Enfin, les pays en développement de la région sont moins protectionnistes que les pays développés, alors que dans le reste du monde les pays en développement assujettissent leurs importations à des obstacles non tarifaires plus extensifs mais moins discriminatoires.

42. Les obstacles techniques au commerce sont aussi devenus une question importante. Ils consistent en spécifications concernant la qualité, la dimension, les critères de sûreté, les méthodes d'échantillonnage, les normes de santé et d'hygiène des produits importés. Il est donc important qu'une coopération et une coordination des activités visant à améliorer les échanges, y compris des mesures de normalisation et de contrôle de la qualité, s'instaurent entre les pays de la région de la CESAP et entre ces pays et leurs partenaires commerciaux des économies développées, l'objectif étant d'établir des normes de qualité généralement acceptées pour la production régionale, particulièrement pour les produits manufacturés destinés à l'exportation. Outre

les normes et autres règlements, les systèmes de certification et d'accréditation des laboratoires existant dans les pays membres et membres associés de la CESAP sont également des obstacles au commerce. Ces systèmes étant différents d'un point de vue pratique, économique, juridique ou technique selon la situation du pays concerné, il est nécessaire pour faciliter le commerce de procéder à une harmonisation régionale des critères fondamentaux sur lesquels ils reposent.

43. Enfin, il y a trois groupes de pays dans la région Asie-Pacifique où ce sont les caractéristiques structurelles données de l'économie, et non celles qui résultent des politiques suivies, qui entravent la croissance due au couple commerce-investissement. Ces pays sont les îles du Pacifique, les pays les moins avancés non insulaires et les économies en transition de la région. Les économies insulaires du Pacifique et les pays les moins avancés non insulaires, même après des années d'efforts de développement, n'ont guère progressé dans l'instauration d'une croissance soutenue. Ceci est imputable certes à leurs dimensions réduites, qui interdisent les économies d'échelle, mais également à l'étroitesse de leur base de ressources et à la faiblesse de leurs infrastructures. Dans ce contexte, la poursuite de l'aide publique au développement (APD) est critique car des investissements propres à éliminer les obstacles infrastructurels sont indispensables pour attirer l'investissement privé. Quant aux économies en transition, l'obstacle majeur tient aux déficiences structurelles de leurs systèmes économiques et à leurs problèmes d'infrastructures. Une aide publique extérieure substantielle sera donc nécessaire pour éliminer ces goulets d'étranglement, notamment dans le domaine des transports et des communications. Toutefois, comme la base de ressources de ces économies est généralement adéquate, il est vraisemblable qu'une fois ces obstacles surmontés des politiques appropriées attireront des flux d'investissement étranger direct d'un volume non négligeable.

D. Options pratiques envisageables pour renforcer la coopération et le développement dans la région

44. Si l'on veut évaluer l'éventail et le sens des options s'offrant aux pays en développement pour intensifier la coopération économique régionale et promouvoir le développement, il est bon de se rappeler que le dynamisme général de la région tient dans une large mesure à la complémentarité des liaisons existant entre l'expansion intrarégionale des courants d'échanges et celle des investissements. Le couple commerce-investissement est certes à l'origine de certains foyers de dynamisme qui ont davantage contribué que les arrangements officiels à relier entre elles les économies de la région, mais étant donné les facteurs limitant l'extension de ce cercle vertueux de dynamisme à plusieurs économies en développement de la région, l'attention doit également se porter sur des mécanismes opérationnels susceptibles de favoriser à l'intérieur de la région une expansion du commerce et des investissements qui soit porteuse d'une coopération économique et d'un développement accrus en Asie et dans le Pacifique.

45. Les perspectives d'accroissement des courants intrarégionaux dans le domaine du commerce et des investissements en Asie et dans le Pacifique ne font pas apparaître actuellement de tendance très nette. S'il est indéniable que le pôle de croissance du commerce mondial se situe maintenant dans la région, il est manifeste aussi que les pays qui en font partie n'ont pas tous pu se

prévaloir du processus de croissance par les exportations. Les différences de structure, la concurrence des spécialisations et les déséquilibres de la balance des paiements extérieurs dans plusieurs pays en développement de la région imposeront des restrictions aux possibilités de croissance offertes par l'expansion du commerce mondial dans les années 90. Les groupements régionaux et le bilatéralisme grandissant à l'extérieur de la région limiteront également les avantages que peut procurer le système commercial multilatéral. Dans ce contexte, la coopération régionale s'appuyant sur la synergie participative des membres et membres associés de la CESAP dans la région constitue une option susceptible de stimuler le processus de croissance dans toute la région d'Asie et du Pacifique. Vu la riche diversité de ressources naturelles et de capacités de production dans cette région, la concurrence entre les pays qui en font partie ne peut que limiter les avantages de ce processus. Par contraste, des stratégies régionales coordonnées visant à stimuler la croissance orientée vers l'extérieur permettraient d'inciter à utiliser plus efficacement les capitaux, d'élargir les marchés intrarégionaux et interrégionaux, et d'encourager les courants de capitaux à l'intérieur de la région.

46. Dans cet ordre d'idées, il existe plusieurs niveaux sur lesquels devraient porter les efforts accomplis sur le plan des politiques. Premièrement, ces efforts doivent viser à éliminer ou à réduire les obstacles à la libre circulation des biens, des services et des investissements dans la région. Deuxièmement, ils doivent permettre aux décideurs et aux milieux d'affaires d'accéder aux données sur les marchés, les technologies et les possibilités d'investissement de façon à ne pas limiter l'étendue des avantages découlant du commerce et des investissements. Troisièmement, ils doivent viser à ce que les investissements étrangers aillent de plus en plus vers les marchés régionaux et mondiaux plutôt que vers les marchés intérieurs des pays d'accueil, afin que les effets exercés sur la balance des paiements soient positifs. Quatrièmement, il faudrait veiller à ce que les initiatives visant à tirer parti du couple commerce-investissement permettent de renforcer les capacités d'exportation du secteur privé national des pays d'accueil. Cinquièmement, dans la mesure où les pays qui adoptent des régimes favorables à l'exploitation du couple commerce-investissement sont pénalisés par la répartition asymétrique des avantages du commerce, les efforts accomplis doivent viser à mettre en place des mécanismes (tels que des accords de paiement) et des courants de capitaux propres à assurer que le passage à une croissance orientée vers l'extérieur ne sera pas perturbé par des déséquilibres de la balance des paiements. Enfin, il convient de veiller à ce que les problèmes particuliers des pays insulaires du Pacifique, des pays les moins avancés et des pays en transition reçoivent l'attention voulue.

47. Ces efforts sur le plan des politiques demandent que des initiatives soient prises non seulement au niveau régional, mais aussi au niveau national et dans plusieurs domaines. L'analyse des obstacles à l'exploitation du couple commerce-investissement dans les pays en développement de la région montre que les initiatives nationales devraient principalement viser à réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires à la circulation des biens et des services aux niveaux régional et sous-régional, à démanteler les réglementations en matière d'investissement qui entravent les investisseurs étrangers et, avant tout, à mettre en place un environnement macro-économique relativement stable qui soit favorable aux investissements étrangers. Une fois ce cadre établi, l'attention pourra se porter sur la solution d'autres difficultés, y compris les

blocages infrastructurels et les contraintes créées par les obstacles techniques au commerce.

48. Le resserrement des liens économiques intrarégionaux en matière de commerce et d'investissement met en lumière la nécessité d'accroître les consultations, la coopération et la synchronisation macro-économiques, surtout en matière monétaire et budgétaire et en ce qui concerne le commerce extérieur. La plupart des économies en développement de la région libéralisent unilatéralement leurs structures de production pour rendre leur économie plus performante et plus compétitive, et il faudrait donc que tout effort visant à promouvoir la coopération économique régionale maintienne la continuité de ce processus. Les mesures de coopération devraient en fait servir à accélérer le processus de libéralisation du secteur extérieur dans la région, de sorte que le couple commerce-investissement puisse jouer librement.

49. Les stratégies de développement des économies de la région s'orientent vers un accroissement des échanges et il faudrait donc, dans le cadre de la coopération, accorder une grande importance à la réduction des obstacles au commerce ainsi qu'au renforcement des institutions d'appui. Une réglementation frontalière moins sévère, telle qu'une réduction des tarifs douaniers, entraînerait une expansion du commerce dans la région et permettrait des économies d'échelle au niveau de la production tout en accroissant l'efficacité du système. En ce qui concerne les obstacles non tarifaires, qui par suite de la réduction progressive des droits de douane deviendront la principale entrave à l'expansion du commerce, la coopération donnera des résultats notables si elle est axée sur trois points : simplification des formalités documentaires, élimination progressive des restrictions quantitatives et accord relatif aux obstacles techniques au commerce. Certains pays ont déjà adopté des mesures de facilitation du commerce mais il n'y a pas eu jusqu'ici d'action concertée pour uniformiser les prescriptions documentaires et harmoniser les procédures douanières dans l'ensemble de la région. Pour ce qui est des autres obstacles non tarifaires, l'on pourrait établir un échéancier régional pour l'abolition progressive et concertée des quotas et autres restrictions quantitatives et s'efforcer, s'agissant des obstacles techniques au commerce, d'harmoniser et normaliser les différentes prescriptions ou spécifications nationales. La reconnaissance mutuelle, au niveau régional, des essais et des procédures d'inspection et de certification des produits pourrait aussi être envisagée.

50. Puisque le lien entre investissement étranger et expansion commerciale est en gros établi dans la région, la coopération industrielle doit se développer et être liée plus étroitement à la libéralisation des échanges. A cet égard, l'action régionale visant à encourager la coopération industrielle pourrait dans un premier temps prendre la forme de consultations entre les gouvernements membres intéressés en vue d'harmoniser les réglementations relatives aux investissements et les mesures d'incitation en la matière, étant entendu que la première étape devra consister à identifier et à éliminer les obstacles aux investissements étrangers directs. L'apparition de nouveaux "triangles de croissance" dans la région est à cet égard positive en ce qu'elle devrait stimuler le commerce et les investissements intrarégionaux, et il pourrait donc être souhaitable d'encourager de tels pôles de croissance au niveau des politiques. De plus, une fois établi le service régional d'information et de promotion en matière d'investissements, dont la création est proposée pour diffuser l'information et fournir des services techniques, une collaboration

étroite devra s'instaurer entre ce service et les commissions des investissements et les chambres de commerce et d'industrie des pays de la région.

51. Du point de vue des orientations, l'une des autres préoccupations majeures dans la région est qu'avec l'accroissement des échanges et des investissements intrarégionaux, les petites et moyennes entreprises traditionnelles - qui ont joué un grand rôle dans l'expansion du commerce et de la production en Asie et dans le Pacifique - feront face à une concurrence plus intense, car lorsqu'elles investiront dans des types de production analogues, les sociétés transnationales apporteront avec elles des technologies plus avancées, de meilleures capacités de gestion et l'accès à des filières de commercialisation plus rigoureuses. D'autre part, l'accroissement des échanges risque d'entraîner l'apparition de produits concurrents. C'est pourquoi la coopération pourrait également viser à assurer une plus large diffusion des progrès technologiques dans le secteur industriel de la région, notamment parmi les petites et moyennes entreprises.

52. La libéralisation des échanges en Asie et dans le Pacifique exigera aussi une coordination des efforts en vue de renforcer l'infrastructure des transports et des communications; elle suppose une coopération régionale afin d'éliminer les entraves aux mouvements tant internes que transfrontières des marchandises et des personnes. Le programme de coopération régionale doit donc envisager de façon coordonnée les aspects importants du développement des infrastructures en vue de faciliter la circulation de marchandises par la route, le rail et la mer, d'harmoniser les redevances portuaires et de faciliter le trafic frontalier. Il s'agit essentiellement d'abréger la durée des transports, de réduire au minimum les réglementations restrictives et de développer les services infrastructurels et d'en améliorer la qualité.

53. Les forces du marché et le changement structurel des économies en développement de la région ont été les principaux moteurs de l'expansion du commerce et des investissements intrarégionaux en Asie et dans le Pacifique; les politiques et les institutions doivent tirer parti des possibilités qui en découlent. L'étude suggère donc certaines mesures pour promouvoir la coopération économique en Asie et dans le Pacifique en vue de renforcer le jeu du couple commerce-investissement dans la région et d'assurer que ses effets bénéfiques s'étendent aux secteurs les moins dynamiques de la région; elles vont également dans le sens du programme d'action envisagé par le Groupe directeur du Comité pour la coopération économique régionale de la CESAP<sup>2</sup>. Ces mesures comprennent une diffusion accrue d'informations sur le commerce régional, la mise en place d'un réseau régional d'instituts de recherche en matière de commerce, un programme régional sur les garanties de qualité, une coopération régionale dans le commerce des services, la création d'un service régional d'information et de promotion en matière d'investissement, un programme de développement des petites et moyennes entreprises, l'harmonisation des procédures douanières, la mise en valeur des ressources humaines, un programme d'assistance spéciale aux économies en transition et une assistance spécifique aux pays les moins avancés.

54. Il convient en conclusion de rappeler que si le centre de l'expansion du commerce et de la croissance économique dans le monde s'est déplacé vers la région de l'Asie et du Pacifique, tous les pays de la région n'ont pas été en mesure de profiter de cette évolution favorable. Afin de remédier à cette



situation, la coopération économique régionale est indispensable, tant pour soutenir la croissance dans la région que pour assurer le fonctionnement du couple commerce-investissement en même temps qu'une plus large répartition des avantages qui en découlent dans toute la région en développement de la CESAP. Pour ce faire, il appartiendra aux gouvernements ainsi qu'aux institutions des Nations Unies et aux autres organisations intéressées de travailler ensemble à la mise au point d'un plan prévoyant des avantages pour tous les pays en développement de la région, que leur croissance soit rapide ou lente, et comprenant un programme d'action concernant les courants commerciaux de capitaux et de technologies aussi bien que les réformes de marché.

#### Notes

<sup>1</sup> Il s'agit de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan, qui comptent parmi les Etats successeurs de l'ex-Union soviétique.

<sup>2</sup> "Programme d'action pour la coopération économique régionale en matière de commerce et d'investissement : grandes questions et politiques possibles en matière de développement économique dans la région de l'Asie et du Pacifique" (E/ESCAP/SREC/1, novembre 1992).

-----